



Grand Conseil
Service parlementaire

Grosser Rat
Parlamentdienst

CANTON DU VALAIS
KANTON WALLIS

Heure des questions session d'avril-mai 2015

Fragestunde April-/Maison session 2015

Présidence **Präsidium**

Question PLR, par Bernard Rey: Qu'est-ce qu'un blâme?
Frage PLR, durch Bernard Rey: Was genau ist ein Verweis?

Question PLR, par Willy Giroud: Pouvoirs politiques, n'est-on pas en train d'inverser les rôles?

Frage PLR, durch Willy Giroud: Wird die Gewaltentrennung noch respektiert?

Département des transports, de l'équipement et de l'environnement (DTEE) **Departement für Verkehr, Bau und Umwelt (DVBU)**

Question PDCC, par Beat Eggel: Rhône 3: info ou intox?
Frage PDCC, durch Beat Eggel: Rhone 3: Information oder Manipulation?

Question UDC, par Eric Jacquod: Correction du Rhône, éclaircissement en vue d'une décision démocratique

Frage UDC, durch Eric Jacquod: Rhonekorrektur – Klarstellung hinsichtlich eines demokratischen Entscheids

Département de la santé, des affaires sociales et de la culture (DSSC) **Departement für Gesundheit, Soziales und Kultur (DGSK)**

Question CVPO, par Beat Rieder et Philipp Matthias Bregy: DSSC: 31 millions de dépassement de budget!

Frage CVPO, durch Beat Rieder und Philipp Matthias Bregy: DGSK: 31 Millionen Budgetüberschreitung!

Département de la formation et de la sécurité (DFS) **Departement für Bildung und Sicherheit (DBS)**

Question CVPO, par Philipp Matthias Bregy, Dominic Eggel, Aron Pfammatter et Andreas Zenklusen: Sécurité au col du Simplon: l'argent est là, où est la volonté?

Frage CVPO, durch Philipp Matthias Bregy, Dominic Eggel, Aron Pfammatter und Andreas Zenklusen: Sicherheit am Simplonpass: Geld da, Wille fehlt?

Question PDCC, par Pascal Rey, Jean-Claude Savoy, David Théoduloz et Sidney Kamerzin: Quel Turn-over dans les classes valaisannes de 1-2H, et quelles explications?

Frage PDCC, durch Pascal Rey, Jean-Claude Savoy, David Théoduloz und Sidney Kamerzin: Was sind die Gründe für die hohe Personalfluktuaton in den Walliser Primarschulklassen (1-2H)?

Question UDC, par Anne Luyet (suppl.): Police militaire en Valais?

Frage UDC, durch Anne Luyet (Suppl.): Militärpolizei im Wallis?

Département des finances et des institutions (DFI)

Departement für Finanzen und Institutionen (DFI)

Question PDCB, par Marianne Maret: Quid de l'amnistie fiscale valaisanne?

Frage PDCB, durch Marianne Maret: Was ist mit der Walliser Steueramnestie?

Question Franz Ruppen, SVPO: Amnestie fiscale – et la suite?

Frage Franz Ruppen, SVPO: Steueramnestie – wie weiter?

Question AdG/LA, par Emmanuel Amoos, Jean-Henri Dumont, German Eyer et Gaël Bourgeois: Pas d'amnistie fiscale pour le Valais

Frage AdG/LA, durch Emmanuel Amoos, Jean-Henri Dumont, German Eyer und Gaël Bourgeois: Keine Steueramnestie für das Wallis

Question PLR, par Philippe Nantermod: Référendum contre le décret du 16 décembre 2014, pourquoi un vote au premier trimestre 2016?

Frage PLR, durch Philippe Nantermod: Referendum gegen das Dekret vom 16. Dezember 2014 – warum wird im ersten Quartal 2016 abgestimmt?

Question AdG/LA, par German Eyer: Combien de personnes en Valais sont concernées par la réforme de la fiscalité successorale?

Frage AdG/LA, durch German Eyer: Wie viele sind im Wallis von der Erbschaftssteuerreform betroffen?

Département de l'économie, de l'énergie et du territoire (DEET)

Departement für Volkswirtschaft, Energie und Raumentwicklung (DVER)

Question PLR, par Jean-Pierre Penon: Remembrements urbains

Frage PLR, durch Jean-Pierre Penon: Baulandumlegungen

Question CSPO, par Diego Clausen: Le tourisme et les entreprises exportatrices abandonnées à leur sort?

Frage CSPO, durch Diego Clausen: Tourismus und Exportfirmen im Stich gelassen?

QUESTION

Auteur PLR, par Bernard Rey
Objet Qu'est-ce qu'un blâme?

Le Conseil d'Etat peut-il nous expliquer de façon détaillée en quoi consiste un blâme écrit (teneur générale du texte, valeur juridique, conséquences éventuelles,...)?

QUESTION

Auteur PLR, par Willy Giroud
Objet Pouvoirs politiques, n'est-on pas en train d'inverser les rôles?

Depuis quelque temps, le Conseil d'Etat a la fâcheuse tendance de contourner, voire d'ignorer les décisions du Grand-Conseil. Ne serait-il pas le bon moment vu la cacophonie ambiante au sein du Gouvernement d'appliquer et de faire respecter strictement les rôles des différents pouvoirs dans ce canton?

Conclusion

Merci d'éclairer nos lanternes.

QUESTION

Auteur PDCC, par Beat Eggel
Objet Rhône 3: info ou intox?

Récemment, le comité référendaire «Non au décret de financement de R3» a transmis une communication, afin de recruter des membres pour son comité de soutien. Celle-ci fait mention de différents arguments ou élément au sujet de Rhône 3 qui, selon nos informations, sont faux.

Par exemple:

- 3 milliards de francs sur 30 ans
- les communes et l'industrie, appelées également à contribuer à R3, s'y sont opposées
- le décret accentue les conséquences négatives de la LAT
- le décret détériore les finances publiques
- le décret valide le projet officiel R3

Conclusion

Alors info ou intox?

Nous demandons donc au Conseil d'Etat de clarifier ces points, ainsi que de nous détailler les conséquences en cas de non au décret par le peuple le 14 juin, afin que la population ne soit pas trompée.

QUESTION

Auteur UDC, par Eric Jacquod
Objet Correction du Rhône, éclaircissement en vue d'une décision démocratique

Le peuple valaisan va devoir décider en juin s'il accepte le projet écologiste Rhône 3 du département. Dans un souci de transparence et d'argumentation correcte sur cet objet, le département peut-il nous donner les montants et les coûts qui ont déjà été investis dans la propagande pour ce projet?

FRAGE

Urheber CVPO, durch Beat Rieder und Philipp Matthias Bregy
Gegenstand DGSK: 31 Millionen Budgetüberschreitung!

Sagenhafte 31 Millionen Schweizerfranken, soviel betragen offensichtlich die Mehrausgaben gegenüber dem Budget im Departement für Gesundheit, Soziales und Kultur (DGSK).

Schlussfolgerung

Wie konnte es zu dieser massiven Budgetüberschreitung kommen, wurden während der Budgetperiode 2014 Massnahmen zur Eindämmung dieser Überschreitung ergriffen und welche Konsequenzen wurden aus diesem Debakel im Hinblick auf das Budget 2015 gezogen oder ist hier wiederum mit bösen Überraschungen zu rechnen?

FRAGE

Urheber CVPO, durch Philipp Matthias Bregy, Dominic Eggel, Aron Pfammatter und Andreas Zenklusen
Gegenstand Sicherheit am Simplonpass: Geld da, Wille fehlt?

Gemäss ASTRA-Direktor Jörg Röthlisberger hält der Bund Geld zur Erhöhung der Sicherheit am Simplon bereit, mit welchem unter anderem technische Systeme montiert oder Polizisten und Kontroll-Mechaniker eingestellt werden könnten, welches aber vom Staatsrat bis dato nicht beansprucht wird.

Schlussfolgerung

Hat der Staatsrat Kenntnis von dieser Möglichkeit, um wie viel Geld geht es dabei und warum wird dieses Geld zu Gunsten der Sicherheit am Simplonpass seitens des Staatsrates nicht beansprucht?

QUESTION

Auteur PDCC, par Pascal Rey, Jean-Claude Savoy, David Théoduloz et Sidney Kamerzin
Objet Quel Turn-over dans les classes valaisannes de 1-2H, et quelles explications?

Une proportion inhabituelle et massive est constatée dans les mises au concours des postes d'enseignement des classes 1-2H, anciennement classes enfantines. Celle-ci semble découler d'une péjoration des conditions de travail par organisation différente d'une commune à l'autre quand ce n'est pas d'un centre scolaire à l'autre découlant directement de l'ordonnance sur la LEP. Ceci se fait au détriment tant de l'harmonisation prônée par HarmoS que de l'organisation familiale qui en est plus que complexifiée dans le 1er Cycle HarmoS et en particulier dans les classes de 1-2H.

Conclusion

Quelles mesures le département entend-il prendre pour remédier à la perte d'attractivité manifeste de ces classes qui conditionnent bien des parcours scolaires des élèves qui y acquièrent leurs premières compétences scolaires?

QUESTION

Auteur UDC, par Anne Luyet (suppl.)
Objet Police militaire en Valais?

Le Conseil d'Etat peut-il éclairer le parlement sur l'avancement des négociations avec le DDPS concernant le futur de la Base aérienne, sur la venue de la Police militaire à la place d'arme cantonale de Sion (Caserne), et de son éventuelle étendue sur la base aérienne ainsi que sur le souhait du canton d'acquérir les terrains laissés libres par la Confédération?

QUESTION

Auteur PDCCB, par Marianne Maret
Objet Quid de l'amnistie fiscale valaisanne?

Au début du mois d'avril nous avons appris que la loi régissant l'amnistie fiscale adoptée par les citoyens du canton du Tessin avait été annulée par le Tribunal fédéral.

Le Grand Conseil valaisan a accepté un décret soumis à un référendum, qui prévoit également le principe d'une amnistie fiscale pour notre canton.

Conclusion

Quel est l'impact de la décision du Tribunal fédéral sur l'amnistie prévue pour notre canton?

FRAGE

Urheber Franz Ruppen, SVPO
Gegenstand Steueramnestie – wie weiter?

Im Dezember 2014 hat der Walliser Grossrat ein Dekret angenommen, welches auch eine Steueramnestie umfasst. Gegen dieses Dekret wurde in der Zwischenzeit das Referendum ergriffen. Das Bundesgericht hat Anfang April die von der Tessiner Stimmbevölkerung verabschiedete Steueramnestie aufgehoben. Damit dürfte auch die geplante Walliser Steueramnestie gestorben sein.

Schlussfolgerung

Welche Auswirkungen hat das Urteil des Bundesgerichts auf den Abstimmungskampf über das Dekret und auf das Kantonsbudget 2016?

QUESTION

Auteur AdG/LA, par Emmanuel Amoos, Jean-Henri Dumont, German Eyer et Gaël Bourgeois
Objet Pas d'amnistie fiscale pour le Valais

Suite à l'invalidation par le Tribunal fédéral de l'amnistie fiscale du canton du Tessin dans son arrêt du 30 mars 2015 qui dit que la loi tessinoise viole clairement les principes d'égalité juridique, de généralité, d'uniformité et de l'imposition selon la capacité économique, que compte faire le chef de département et le Conseil d'Etat dans le cadre du décret concernant l'application des dispositions sur le frein aux dépenses et à l'endettement, voté en décembre 2014?

QUESTION

Auteur PLR, par Philippe Nantermod
Objet Référendum contre le décret du 16 décembre 2014, pourquoi un vote au premier trimestre 2016?

Le conseiller d'Etat Freysinger a déclaré au Nouvelliste qu'un vote avant le premier trimestre 2016 était impossible sur le décret du 16 décembre 2014. Vu que le texte est déjà en vigueur, attendre autant est très problématique pour la démocratie.

Conclusion

Pourquoi un vote ne serait-il pas possible en septembre ou éventuellement en novembre 2015, comme ce fut le cas pour le référendum contre ETS 1?

FRAGE

Urheber AdG/LA, durch German Eyer
Gegenstand Wie viele sind im Wallis von der Erbschaftssteuerreform betroffen?

Am 14. Juni stimmen wir über die Erbschaftssteuerreform ab. Erbschaften unter 2 Millionen – also auch Wohnungen und Einfamilienhäuser – sind von dieser Reform nicht betroffen und können in der ganzen Schweiz steuerfrei vererbt werden. Ehepaare können damit sogar 4 Millionen Franken steuerfrei auf die Kinder übertragen. In der Schweiz liegen gerade einmal 0,7% der Vermögen über dieser Summe.

Schlussfolgerung

Wie hoch ist der Anteil an Vermögen im Wallis, die von der Erbschaftsreform betroffen sind?

QUESTION

Auteur PLR, par Jean-Pierre Penon
Objet Remembrements urbains

Dans le cadre d'un remembrement urbain, un propriétaire peut s'opposer lors de la mise à l'enquête publique au sujet de, l'établissement du nouvel état et du plan des équipements.

Conclusion

Les délais actuels de traitement sont inacceptables, qui doit se charger de la coordination dans de telles situations?

FRAGE

Urheber CSPO, durch Diego Clausen
Gegenstand Tourismus und Exportfirmen im Stich gelassen?

Der Eurokurs liegt aktuell bei 1,03 Franken. Seit Mitte Januar haben verschiedene exportorientierte Unternehmen ca. 2'000 Stellen abgebaut. Die Walliser Tourismuskammer fordert mindestens 200 Millionen Franken. Handlungsbedarf ist ab Mitte Jahr dringend nötig.

Schlussfolgerung

Welche kantonalen Massnahmen zur Unterstützung des Tourismus und der Exportfirmen werden nun effektiv geschaffen?